



Rapport économique 2023 LIBAN

Juin 2023

Executive Summary

Der Libanon ist ein Land ohne Präsidenten, einer Übergangsregierung und mit einer Wirtschaft, welche seit 2019 in einer tiefen Krise steckt. 2022 fiel das BIP um weitere 2,6%. Die bereits vor der Krise dagewesenen strukturellen Probleme einer hauptsächlich auf den Dienstleistungssektor ausgerichteten Wirtschaft bleiben bestehen. Die libanesische Lira verliert weiterhin an Wert (98% seit August 2019) und die Inflation lag auch Ende 2022 im dreistelligen Bereich. Grundlegende Reformen, gerade auch im Finanzsektor, lassen weiter auf sich warten. Dies beschleunigt den Trend hin zu einer Bargeldwirtschaft. Fast die Hälfte der Wirtschaftsleistung wurde 2022 in Bargeld erwirtschaftet, was das Risiko für Geldwäscherei und Steuerhinterziehung erhöht sowie den informellen Sektor stärkt. Weiter ist der Libanon das am stärksten von Überweisungen abhängige Land der Welt. Im März 2023 warnte der IWF vor einer Stagflation oder vor einer langen Periode der Hyperinflation im Libanon. Dies sind weiterhin keine attraktiven Aussichten für Schweizer Firmen. Konkrete Schwierigkeiten stellen sich zudem aufgrund der de-facto Kapitalverkehrskontrollen, des massiven Werteverfalls der Lira, der verschiedenen Wechselkurse, der Planungsunsicherheit, der sehr tiefen Staatsausgaben, der erodierenden Verwaltung, der abnehmende Kaufkraft sowie der schlechten Infrastruktur (u.a. mangelhafte Elektrizitätsversorgung).

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	5
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	6
3.1	Politique et priorités du Liban	6
3.2	Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)	7
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	8
4.1	Evolution et perspectives générales	8
4.1.1	Commerce de marchandises	8
4.1.2	Commerce de services	8
4.2	Commerce bilatéral	9
4.2.1	Commerce de marchandises	9
4.2.2	Commerce de services	9
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	9
5.1	Evolution et perspectives générales	9
5.2	Investissements bilatéraux	10
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	10
6.1	Instruments de la promotion économique extérieure suisse	10
6.2	Intérêt du Liban pour la Suisse	11
ANNEXE 1 – Structure de l'économie		12
ANNEXE 2 – Principales données économiques		12
ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux		14
ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux		15
ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs		16

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Le Liban subit depuis quatre ans la pire crise financière de son histoire. Le pays a été assailli par des crises complexes qui se chevauchent. Le déclin socio-économique s'aggrave de jour en jour. Les réformes, déjà urgentes en 2019, notamment celles requises pour un accord avec le FMI, se font encore attendre. Le modèle de développement économique d'après-guerre est en faillite. Plutôt que de créer des secteurs productifs ou d'améliorer les infrastructures du pays pour attirer des investissements étrangers durables, l'économie a été orientée vers le tourisme haut de gamme, le secteur bancaire et l'immobilier de luxe. Les aides étrangères et les envois de fonds des expatriés maintiennent l'économie en vie. Les faiblesses du système émanent de facteurs politiques et économiques de base telle la corruption bien ancrée dans le secteur public, les ingérences dans le système judiciaire et les faiblesses institutionnelles de taille.

De 2018 à 2021, le PIB s'est contracté de 37,2% et le PIB réel semble avoir diminué de 2,6 % en 2022 (Annexe 2).

Selon les estimations, les dépenses publiques ont chuté de \$17,6 milliards en 2018 (pré-crise) à \$1,2 milliard en 2022, reflétant un resserrement remarquable et paradoxal de l'action publique. Ainsi, le solde budgétaire semble être légèrement excédentaire notant quand même des recettes publiques extrêmement faibles, ne constituant qu'environ 6% du PIB.¹ Le 13 janvier, un rapport a été publié par le FMI sur le faible revenu de l'Etat et les réformes fiscales nécessaires sous forme de feuille de route. « Les recettes fiscales du Liban ont diminué de plus de la moitié entre 2019 et 2021, face à la crise économique la plus profonde depuis la fin de la guerre civile. Sans la prise immédiate de mesures fiscales actives, la baisse des recettes devrait se poursuivre en 2022 et 2023 avec de graves ramifications, au-delà des recettes sacrifiées.»²

Fin septembre 2022, la dette publique libanaise atteint \$102,7 milliards³, en hausse de 3.5% en glissement annuel. Selon les estimations, elle représente 162.2 % du PIB et pourrait atteindre 183.5% du PIB en 2023.¹ Le secteur bancaire détient plus de 50% de la dette totale libanaise, ayant massivement investi pendant des années dans les bons du Trésor et les eurobonds à taux de rendement élevés. Aujourd'hui, trois ans plus tard, aucune restructuration de la dette n'a encore été effectuée.

Le bilan intermédiaire de la Banque du Liban (BdL) montre des actifs en devises étrangères de \$14.46 milliards fin mai 2023⁴ dont \$9.43 milliards en réserves. En effet, les réserves en devises étrangères s'épuisent⁵ et \$22.7 milliards ont été dépensés entre octobre 2019 et décembre 2022. Ce déclin est dû au financement d'importations mais également à l'exécution des circulaires de la BdL qui donnent aux déposants un accès restreint aux dollars. Quant aux réserves en or de la BdL, leur valeur atteint les \$18.1 milliards fin mai 2023.⁴

Selon un rapport de la Banque mondiale (BM) de mai 2023⁶, « la défaillance systématique du système bancaire libanais⁷ et l'effondrement de la monnaie ont provoqué l'apparition d'une vaste économie dollarisée fondée sur l'argent liquide, d'une valeur estimée à \$9,86 milliards, soit 45,7 % du PIB en 2022 [...] Une économie fondée sur un recours généralisé et croissant à des billets de banque en dollars pour effectuer les paiements constitue un obstacle majeur à la reprise économique du Liban. » Elle accroît également le risque de blanchiment d'argent, augmente l'informalité et incite à une plus grande évasion fiscale. Ce recours résulte d'une perte totale de confiance dans un secteur bancaire déprécié et dans la monnaie nationale.

¹ Dans [Macro-poverty outlook, banque mondiale, avril 2023](#)

² [Article libanews du 13.01.2023](#) et newsletter de la Bank Audi du 16.01.2023

³ « Selon les derniers chiffres publiés par le ministère des Finances et relayés par le Lebanon This Week de Byblos Bank » dans [orientle jour du 06.02.2023](#)

⁴ [Lebanon this week, publication #771](#), 15-20 mai 2023 p.3 & [Lebanon this week publication #773](#) 29 mai- 3 juin 2023 de Byblos bank, p. 3. Les actifs en devises étrangères incluent les eurobonds libanais de \$5.03 milliards.

⁵ [Article intéressant de 04.23](#) classe le Liban comme 3^{ème} pays ayant la plus forte baisse de ses réserves en devises, et ayant connu une diminution d'au moins 75 % à partir de mars 2020

⁶ Le [Lebanon Economic Monitor \(LEM\) Spring2023](#) intitulé "The Normalization of Crisis is No Road for Stabilization" publié le 16.05.2023 présente les dernières projections macroéconomiques de la Banque mondiale pour 2023.

⁷ Les pertes financières dépassent les \$72 milliards, soit 3 fois le PIB de 2021.

Des taux de change multiples posent des défis considérables sur l'économie et les entreprises. La BdL a changé la parité de la livre face au dollar de 1507.5 L.L. à 15'000 L.L. dès le 1^{er} février 2023, une première depuis 1997. Parallèlement, à compter de février 2023, la livre s'est dépréciée de plus de 98 % de sa valeur d'avant la crise sur le marché parallèle. Le 21 mars 2023, la valeur de la livre a atteint le plancher historique de 145'000 L.L./\$ sur le marché parallèle pour se restabiliser à environ 95'000 L.L. (valeur maintenue au moment de rédaction de ce rapport).

Le taux de change a entraîné un taux d'inflation galopant, un des plus élevés au monde, estimé à 171.2% en moyenne en 2022. C'est la 3^{ème} année de suite que le pays termine l'année avec une inflation à 3 chiffres en rythme annuel⁸. L'indice des prix à la consommation a ainsi progressé de 121,99 % en un an. Ce taux était de 224,39 % sur la même période en 2021 et de 145,84 % en 2020.⁹ Plus spécifiquement, le Liban a enregistré le taux d'inflation nominale des prix à la consommation de denrées alimentaires le plus élevé au monde, selon la récente évaluation de la BM. Le rapport sur la sécurité alimentaire mondiale couvre la période de février 2022 à février 2023. En enregistrant une variation annuelle considérable de 261% de l'indice, le Liban devance ainsi le Zimbabwe (128%), suivi de l'Argentine, l'Iran et la Turquie.¹⁰ Cet indicateur est préoccupant car il constitue la plus importante part des dépenses des ménages les plus nécessiteux qui ont du mal à joindre les deux bouts avec la détérioration de leur pouvoir d'achat. Cette hausse dans la consommation de la nourriture de base constitue la plus grande cotisation à l'inflation en 2022.¹¹

En effet, depuis 2020, les prix en L.L. enfoncent encore davantage de ménages dans la pauvreté et creusent le décalage entre les dollarisés et les autres.¹² La crise a créé une dichotomie dans les habitudes de dépenses et le mode de vie entre la majorité des gens qui encaissent en L.L. et les employés/employeurs et les familles d'émigrés (15 à 20% de la population)¹³ dont le revenu est entièrement ou partiellement en dollars. Depuis 2019, 70-85 % de personnes vivent sous le seuil supérieur de pauvreté¹⁴, selon les estimations d'organisations internationales. Le taux de pauvreté absolue - c'est-à-dire les personnes incapables d'assurer leur subsistance quotidienne - est passé de 10 % avant la crise à environ 30 % désormais.¹⁸ A l'augmentation des prix et la baisse du pouvoir d'achat, s'ajoute une dollarisation de beaucoup de commodités notamment les télécommunications, le diesel, etc.

Le taux de chômage est passé de 11 % en 2018 à environ 35 % au début de 2022 selon l'Administration centrale des statistiques (CAS). Le taux de gens qui exercent des emplois informels ou de basse qualité par nécessité, s'est accru. Les chiffres de l'émigration qui circulent indiquent que 200'000 à 250'000 Libanais ont émigré depuis 2019. Une des préoccupations principales tient au fait que la plupart des émigrants étaient des travailleurs qualifiés. Ainsi, 10 à 15 % de la main-d'œuvre totale a quitté le pays.¹³

Quant aux transferts de fonds de la diaspora, ils atteignaient \$7.15 milliards par an en moyenne les dix dernières années. Le Liban est aujourd'hui le pays le plus dépendant des envois de fonds, ces derniers représentant 53,8 % du PIB en 2021. On estime qu'en 2022, 15 à 30% des ménages dépendaient de ces transferts comme source de revenus. Certains groupes, comme les familles âgées, peuvent être fortement tributaires des transferts pour leur propre survie.^{15,16}

En 2022, le Liban se classe 164^{ème} sur 176 pays en termes de libertés économiques dans le classement de 2023. Ce score classe le Liban dans le groupe des pays dits « réprimés »

⁸ c'est à-dire l'évolution entre le taux affiché entre fin décembre 2022 et fin décembre 2021

⁹ [Article de lorientlejour du 24.01.2023](#) et article de [today.lorientlejour du 21.02.2023](#)

¹⁰ [Tweet WorldBank du 25.04.2023](#) et [Base de données de la BM](#)

¹¹ L'indice des prix à la consommation a augmenté de 269% entre avril 2022 et avril 2023 selon l'administration centrale des statistiques (CAS)- info détaillée dans [Lebanon this week, publication #771](#) de Byblos bank 15-20 mai 2023, pg. 5

¹² Article de [icibeyrouth du 15.02.2023](#)

¹³ Selon Kamal Hamdan, chercheur, économiste et directeur de l'Institut de consultation et de recherche (CRI) dans une entrevue avec [legal agenda 23.05.2023](#)

¹⁴ qui représente le coût de la nourriture et des boissons pour survivre, en plus de quelques dépenses non alimentaires

¹⁵ Etude faite par Mercycorps figurant dans [Lebanon weekly monitor, Bank Audi](#), week 2 du 9-15 janvier 2023 p.5.

¹⁶ [Article-investmentmonitor "Lebanon-most remittance-dependent country" du 12.2022](#)

économiquement. Selon ledit rapport, « les systèmes réglementaires médiocres découragent les flux dynamiques d'échange et d'investissement ».¹⁷

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

En 2020, le Liban était classé 143 sur 189 dans l'indice de la Banque mondiale sur la facilité d'entreprendre des affaires ou « ease of doing business » (en baisse de 10 rangs par rapport à 2017). Les facteurs les plus problématiques à cet égard sont : l'instabilité gouvernementale, la corruption, l'infrastructure précaire, la bureaucratie gouvernementale inefficace, et l'inflation.¹⁸

Le secteur des services représente plus de 70% du PIB. Le secteur privé, notamment les PME, constitue la pierre angulaire de l'économie libanaise.¹⁹ Un clair signe que l'économie s'oriente vers les services est la croissance indexée de l'emploi dans les services en 2020.²⁰ Or la performance du secteur tertiaire de commerce et de services était assez mitigée durant le 1er trimestre de 2023 dans le cadre d'une reprise relative de l'activité dans le pays²¹ ainsi qu'une augmentation du tourisme.^{21 et 23}

Le grand afflux à l'aéroport de Beyrouth constitue la meilleure performance observée depuis le 1er trimestre de 2019.²³ Cette amélioration est clairement le résultat d'une bonne saison touristique en hiver. En effet, le nombre de touristes au Liban sur les trois premiers mois de 2023 a augmenté de 29%.²² Les touristes ont rapporté \$6.4milliards en masse monétaire nette au Liban en 2022.²³

Les données relatives au secteur bancaire ne sont pas disponibles. Certes, aucune banque locale n'a déclaré faillite ni vu sa licence radiée suite aux exigences de recapitalisation de la BDL jusqu'en février 2021. Pourtant, beaucoup de sociétés subsidiaires locales ou internationales ont fermé, des branches locales également et un grand nombre d'employés dans les banques ont été licenciés. Le « secteur bancaire ne pourra plus constituer le premier moteur de l'économie libanaise compte-tenu de la perte de confiance à son égard ».²⁷ La stratégie de restructuration des banques figure parmi les prérequis du FMI pour l'examen de l'accord de principe par son conseil d'administration.

À partir de 2020, le secteur agricole connaît un léger regain de terrain (cf. annexe 1). Cependant, les secteurs primaire et secondaire restent sous-développés principalement en raison de l'acuité de la crise économique, de la brutalité de la chute de la monnaie nationale et de l'augmentation du dollar douanier²⁴. Les agriculteurs préfèrent exporter plutôt que de vendre localement, pour encaisser en devise étrangère. Par ailleurs, le marché intérieur de distribution souffre d'un « manque de contrôle de qualité, d'une absence de réglementation en matière de commercialisation et de la concurrence des importations à bas prix en provenance des pays voisins. » Selon *Fitch Solutions*, en cas de comblement de ces lacunes, l'industrie agricole pourrait largement contribuer au PIB.²³

Des infrastructures médiocres (grave pénurie d'électricité, de combustibles et d'eau ainsi qu'une connectivité peu fiable), des structures de gouvernance faibles et un système d'investissement public à réformer nuisent à l'environnement des entreprises et des investisseurs. Le Liban se classe à la 122^{ème} place dans le score de prospérité globale de 2023, indicateur révélateur de la situation précaire pour les entreprises aussi bien libanaises

¹⁷ [lorientlejour du 13.03.2023](#)

¹⁸ Dans [WEF Global Competitiveness Index- Lebanon](#)

¹⁹ Dans [gov.uk/overseas-business-risk-lebanon](#)

²⁰ cf. le diagramme par type d'industrie dans <https://www.investmentmonitor.ai/features/beirut-allure-to-fdi-end/>

²¹ [MPO- BM, avril 2023](#) : relative reprise du secteur privé et augmentation des touristes de 57 % les 1ers 8 mois de 2022.

²² [lorientlejour22.05.2023](#) se basant sur la publication de Byblos bank

²³ [Rapport économique Liban](#) - 1er trimestre 2023 de Banque Audi

²⁴ Le gouvernement l'a triplé en mars 2023, de 15'000L.L à 45'000 puis 60'000L.L. avant d'adopter un taux de change proche du taux sur le marché parallèle en mai 2023.

qu'étrangères. Depuis 2011, le Liban a reculé de 28 places dans le classement²⁵.

Le principal défi actuel du secteur privé est le coût de l'électricité. « La part de la facture d'électricité dans le total des coûts d'exploitation a plus que triplé, menaçant la continuité des activités, l'emploi et la compétitivité ».³¹ Comme la production nationale d'électricité avait été quasi-nulle en l'absence de moyens financiers, la demande était surtout comblée par les groupes électrogènes privés jusqu'à fin 2022 et de manière croissante par l'énergie solaire décentralisée. Après l'augmentation des tarifs par l'opérateur national Électricité du Liban le 1^{er} novembre 2022, la fourniture d'électricité s'est quelque peu améliorée les derniers mois.²⁶ Reste que le courant électrique n'est ni continu ni fiable et constitue un obstacle majeur au fonctionnement opérationnel des entreprises.

Par ailleurs, la chute de la valeur de la monnaie réduit le débouché des produits européens importés, qui sont relativement chers. Les turbulences politiques et économiques actuelles ont encore détérioré les conditions pour les entreprises suisses et font du Liban un marché peu attractif, en particulier pour les PME suisses. On observe une augmentation des produits en provenance de Chine ou de la Turquie (cf. 'commerce extérieur'), dont le prix est plus abordable. En effet, la dévaluation massive de la livre libanaise sur le marché parallèle a fortement renchéri les produits en provenance de Suisse et réduit son marché de vente. Il faudrait ajouter à cela l'augmentation du « dollar douanier ». Du coup, certains produits ou services suisses deviennent hors prix pour la majorité des gens. Cette observation se confirme lors d'entretiens avec des représentants de l'économie.

Il faudrait ajouter aussi les difficultés concrètes considérables qui découlent du contrôle de facto des mouvements de capitaux, de l'incertitude et de l'imprévisibilité pour la planification, de la faible action publique, de la baisse du pouvoir d'achat. Les difficultés préexistantes persistent : obstacles administratifs, conditions de dédouanement complexes, situation juridique peu claire et faible protection de la propriété intellectuelle.

Selon une analyse par le ministère français de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique,²⁷ le Liban a des opportunités lui permettant d'évoluer « vers une économie plus productive et soutenable », s'il arrive à orienter les flux financiers étrangers « vers des secteurs productifs s'appuyant sur les atouts ». Parmi ces atouts, cette analyse distingue, d'une part le renforcement du potentiel du secteur agricole et agroalimentaire^{23, 27} qui est déjà le segment le plus actif de l'industrie libanaise en développant la production pour l'exportation (renforçant, par la même, la sécurité alimentaire). D'autre part, « la relance de l'écosystème tech, qui existait avant la crise, » représente une opportunité vu le niveau élevé d'éducation. Il nécessite néanmoins plus de financement. Toujours est-il qu'au milieu des crises actuelles, plusieurs créneaux du secteur privé du pays tentent de prospérer, en particulier dans les domaines de la technologie et des services. Ce secteur privé innovant semble être créateur d'emplois.²⁸

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du Liban

Le Liban est membre du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Depuis 1999, il est candidat à l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce et un accord de libre-échange AELE est en vigueur depuis 2007. En raison de l'absence du gouvernement²⁹, il n'existe actuellement aucune donnée sur les priorités du Liban dans ce domaine.

²⁵ Dans [LegatumProsperityIndexLebanon2023](#) et [LebanonProsperityCountryProfile2023](#)

²⁶ [Analyse-site officiel du ministère de l'éco. français-secteur de l'électricité 08.11.2022](#)

²⁷ [Note secteur-tresor.economie.gouv.fr](#)

²⁸ [investmentmonitor](#), article du 07.02.2023

²⁹ Depuis le 21 mai 2022, le gouvernement du Premier Ministre Mikati est considéré comme un gouvernement

sortant/intérimaire. Depuis le 1^{er} novembre 2022, le Liban est sans Président. Des consultations sont en cours à cette fin. 6/16

Le 7 avril 2022, le FMI a annoncé un accord de principe avec le Liban pour une aide sur 46 mois de \$3 milliards, qui pourrait ouvrir la voie à plus de crédits en fonction des réformes réalisées par le pays. Sa concrétisation dépendait de l'approbation du Conseil d'administration du FMI et la soumission à l'examen du Conseil présupposait l'accomplissement de certaines mesures réformatrices. Toutefois, plus d'un an après, les progrès vers ces projets de réformes restent modestes. Hormis quelques actions spécieuses, tels la loi réformant le secret bancaire approuvée par le Parlement le 18 octobre 2022 ou le budget 2022 adopté par le Parlement en septembre et entré en vigueur le 15 novembre 2022³⁰, le chantier des réformes n'a pas été activement enclenché. Même si l'accord n'a pas été invalidé, son contenu devrait être reconsidéré car l'avancée semble être au point mort.

Comme l'accord sur la frontière maritime avec Israël a été signé en octobre 2022, les Libanais s'attendent à ce que les futures explorations gazières offshore génèrent des revenus importants pour le Liban. Or, cette espérance pourrait s'avérer une douce illusion. Les scénarios vont de la capacité du Liban à approvisionner le marché intérieur durant une décennie, à la perspective que le pays devienne un exportateur de gaz régional majeur au début de 2060. Les Libanais y misent pour pouvoir combler le déficit de la balance courante dans les décennies à venir.³¹

Le Groupe régional d'action financière (GAFIMOAN), l'organisme mondial de surveillance du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme, a procédé à une évaluation préliminaire du Liban. En mai, la rumeur circulait que le Liban allait être placé sur une "liste grise" de pays faisant l'objet d'une surveillance particulière en raison de pratiques insatisfaisantes. Un tel classement pourrait compliquer davantage la conclusion d'un accord avec le FMI et perturber les flux de capitaux vers le pays. Toutefois, l'effondrement financier au Liban a déjà fortement limité les transactions bancaires et de nombreuses institutions ont coupé leurs liens avec le pays.³² Le 23 juin, le GAFI a décidé d'accorder au Liban une période d'observation d'un an pour mettre en œuvre des réformes conformes aux normes internationales. A défaut de cela, le pays figurera sur la "liste grise" des pays non coopérants.³³

Comme abordé en détail dans la section 4, les importations au Liban ont considérablement augmenté ces dernières années, alors que le marché souffre souvent de pénuries de produits de base et de médicaments. Cette situation est en partie attribuée à la « thésaurisation » (d'argent mais également de produits consommables). Cependant, nombreux sont ceux qui affirment que le Liban importe et finance certains produits pour deux pays. Malgré le manque de données fiables, il semble effectivement qu'il y ait un trafic illégal notable de diverses marchandises vers la Syrie, notamment des produits médicaux, qui sont toujours subventionnés au Liban (et donc moins chers qu'en Syrie).³⁴

3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

Consulter la partie 2

La conjoncture économique a affecté les activités économiques et l'emploi, minant sévèrement la demande et déclenchant une détérioration massive du pouvoir d'achat d'une grande partie de la population libanaise. On estime que le pouvoir d'achat des revenus a baissé de plus de 80% entre le début 2020 et mars 2022.³⁵

³⁰ Selon l'accord, le budget aurait dû être accompagné de l'adoption d'un régime de taux de change unifié d'une part et de l'autre de la loi sur le contrôle des capitaux qui est restée longtemps en suspens dans les commissions parlementaires, avant que le cabinet n'y trouve un moyen détourné le 18 avril. Le plan concocté n'offre pas la même protection juridique idéale qu'une loi adoptée par le Parlement et ne répondra certainement pas à la demande du FMI d'avoir une loi appropriée.

³¹ Rapport publié par Bank of America, figurant dans [Lebanon Weekly Monitor, May 15 - May 21 \(Week 20\)](#), Banque Audi.

³² Article dans L'Orient du Jour du 23.05.2023.

³³ Article dans ArabNews, 29.05.2023 et [reuters du 23.06](#)

³⁴ Infos non appuyées par des données cependant largement dans la presse et confirmées oralement dans la présentation du rapport de la BM (nbp. 6) et mentionnée dans [le SEM de la BM](#).

³⁵ 2021 [UN Country Annual Results Report Lebanon](#)- Mars 2022, p. 6.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

Selon les données douanières, les importations ont augmenté de 39,7% en 2022, alors que les exportations ont diminué de 10,2%. Ainsi, les importations de \$19 milliards atteignent presque les niveaux précédant la crise. Cette situation s'explique en partie par l'augmentation des importations de biens industriels en raison des hausses anticipées du taux de change des droits de douane et de la thésaurisation de ces biens par crainte d'un ajustement des prix. L'inflation, à la fois importée due aux pressions mondiales sur les prix notamment du carburant mais également liée à une légère augmentation de la demande intérieure, a encore augmenté la valeur des importations. En conséquence, la balance courante a atteint un niveau élevé de 20,6 % du PIB.^{36,37}

La balance des paiements a enregistré un surplus de \$ 1'175 millions durant le premier trimestre de 2023 après un déficit de \$3'197 millions en 2022.

4.1.1 Commerce de marchandises

En 2022, le Liban a importé pour \$19,1 milliards, soit \$5,4 milliards de plus qu'en 2021 (+39,7%), tandis que ses exportations ont diminué de \$395 millions, pour atteindre \$3,5 milliards, soit une baisse de 10,2% par rapport à 2021. (Annexe 3)

En 2022, les Emirats arabes unis restent le partenaire d'exportation le plus important pour le Liban, recevant environ 20 % de tous les produits exportés (\$747 millions) malgré une baisse de 13,5 %. La Syrie a enregistré un bond en avant, c'est-à-dire que les exportations vers ce pays ont augmenté de 291,2 % par rapport à 2021, atteignant une valeur de \$356 millions. L'Égypte suit en troisième position avec \$168 millions et une baisse de 2,9%. La baisse d'environ \$395 millions en exportations en 2022 est principalement due à la diminution de \$265 millions (-26,0%) des ventes à l'étranger de perles, de pierres et de métaux précieux. Toutefois, cette catégorie reste la plus importante, représentant 26,2% des exportations totales.

Quant aux importations, les 3 pays en tête de liste en 2021 sont toujours les mêmes certes, mais dans un ordre différent. En 2022, la plupart des importations provenaient de la Chine qui s'est taillé la part du lion (\$2'675 millions) marquant une augmentation de 111,8% par rapport à 2021, suivie de la Turquie (\$2'419 millions, +68,0%) et de la Grèce (\$1'820 millions, +33,7%). Les principaux produits importés sont les mêmes qu'en 2021, et toutes leurs valeurs ont augmenté en 2022. La majeure partie des importations était celles des minéraux précieux (29,3% du total) qui a atteint \$5'581 millions (+44,0%), le matériel électrique et mécanique \$2'456 millions (+108,0%), et le matériel de transport \$1'999 millions (+78,2%).

Les marchandises importées ont principalement transité via le port de Beyrouth, à hauteur de 63,5 % (un niveau quasi identique à celui de 62,5% en 2021). Le port de la capitale reste de loin l'infrastructure principale en termes de trafic commercial, malgré les importants dégâts qu'il a subis à la suite de la double explosion du 4 août 2020.

4.1.2 Commerce de services

Les données nationales sur le commerce des services ne sont pas disponibles.

³⁶ Rapport de la BM [Lebanon Economic Monitor \(LEM\)](#) - printemps 2023, intitulé "The Normalization of Crisis is No Road for Stabilization", publié le 16.05.2023

³⁷ [Rapport économique Liban](#) - 1er trimestre 2023 de Banque Audi

4.2 Commerce bilatéral

4.2.1 Commerce de marchandises

Le Liban est le cinquième partenaire commercial de la Suisse au Proche-Orient (après les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, Israël et le Qatar). Le volume des échanges a augmenté de 5.2% et s'est élevé à 0,81 milliard CHF en 2022. Si le marché suisse est devenu moins important pour les exportations libanaises, son importance pour les importations au Liban s'est accrue.

Après avoir diminué d'environ 10 % en 2020 et 2021, les importations en provenance de la Suisse ont fortement augmenté (+93,0%), plaçant la Confédération en septième position avec \$631 millions en 2022. La hausse se répartit de la sorte : +132,9%, soit CHF 2,5 millions pour les véhicules, +282,2% soit CHF 1,4 millions pour les sources d'énergie et +198,2%, soit CHF 1,3 millions pour les biens divers.

A l'instar de leur diminution en 2021, les exportations vers la Suisse ont diminué d'environ 60% en 2022. Mais alors qu'elle occupait la deuxième place l'année dernière, la Suisse est à la cinquième place en 2022, recevant 4,5% de tous les produits exportés par le Liban (\$156 millions). Cette baisse est principalement due à un recul dans l'exportation d'instruments de précision, d'horloges et de montres (-90,9%, soit CHF 25,2 millions) ainsi que des machines, et appareils électroniques (-92,7%, soit CHF 1,8 million).

Comme en 2021, les exportations d'or vers la Suisse ont diminué d'environ 60% en 2022. Après une baisse pendant deux années consécutives, la valeur des importations d'or en provenance de la Suisse a massivement augmenté de 262,1% en 2022. L'or reste la marchandise la plus échangée entre la Suisse et le Liban, représentant près de 50% du volume total des échanges en 2022. Outre l'or, les instruments de précision, horloges et montres ainsi que les produits de l'industrie chimique et pharmaceutique restent des biens commerciaux importants.

4.2.2 Commerce de services

Il n'existe pas de chiffres statistiques nationaux sur le commerce bilatéral des services, ni de chiffres disponibles auprès de la Banque nationale suisse.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

L'économie libanaise attire quelques investissements étrangers principalement orientés vers l'immobilier, les services financiers et le tourisme, selon l'agence de promotion des investissements du Liban, IDAL.³⁸

Or, l'investissement en pourcentage du PIB atteint un de ses plus bas niveaux jusqu'à ce jour, du fait que les investisseurs s'abstiennent d'investir dans un contexte d'incertitudes politico-économiques.³⁹ Au cours des dernières années, les importants flux d'investissements de ce qui était l'une des principales sources de capitaux du Liban, à savoir les pays du Conseil de Coopération du Golfe, se sont arrêtés. Il n'est donc pas surprenant que les investissements directs étrangers (IDE) dans le pays aient atteint un plateau depuis 2011, s'élevant en moyenne à environ \$2,4 milliards par an depuis, selon les données de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement mondial (CNUCED).⁴⁰

³⁸ Dans [investmentmonitor](#) du 12 janvier 2021 remis à jour le 30 octobre 2021.

³⁹ [Rapport économique Liban](#) - 1er trimestre 2023 de Banque Audi.

⁴⁰ Note de bas de page 35, également analysée dans <https://www.investmentmonitor.ai/features/beirut-allure-to-fdi-end/>

Les statistiques de la CNUCED sur le Liban montrent que depuis 2019, les IDE (\$1'361 millions) ont chuté de la moitié à comparer avec l'année d'avant (\$2'658 millions), principalement en raison de la crise financière sans précédent qui a débuté cette année-là. Selon ces mêmes statistiques, ces IDE ne dépassent plus les \$273 millions en 2021.

Dans son dernier rapport, la CNUCED révèle la forte détérioration du stock de capitaux étrangers au Liban, chutant à \$273 millions de dollars⁴¹ en 2021, contre \$1,30 milliards en 2020, \$1,36 milliards en 2019 et \$2,65 milliards en 2018. En raison de la non disponibilité et de la divergence des données, le tableau de l'annexe 5 détaille les stocks des capitaux selon le *Coordinated Direct Investment Survey du FMI* et non selon le *World Investment report*, fiche pays, Liban du CNUCED.

Pour ce qui est du type de ces IDE, il est utile de noter qu'à l'instar de la dépendance du Liban à l'égard des envois de fonds, les IDE sont très souvent effectués par l'énorme diaspora libanaise (plus nombreuse que la population nationale). De plus, environ 95 % de l'ensemble des IDE ont pris la forme de fusions-acquisitions, ce qui signifie qu'il y a très peu d'IDE de création/d'expansion, la forme d'investissement étranger la plus productive et la plus créatrice d'emplois.⁴²

Dans le détail, bien que les investissements du Luxembourg aient chuté, ce pays occupe encore la 1^{ère} position, suivi, comme l'année précédente des Emirats arabes unis, de la France et de la Jordanie (qui a augmenté ses investissements d'environ 19%). Autre point saillant, les îles Vierges des États-Unis ont baissé leurs investissements de 44% mais occupent quand même la 5^{ème} position. Dans l'ensemble, les investissements ont régressé de 10% entre 2020 et 2021.

Le flux net d'investissements directs étrangers a constitué 2.1 %⁴³ du PIB en 2021, pourrait en représenter 2.2 % en 2022 et pourrait atteindre 2.6 % en 2023 (prévisions).¹

5.2 Investissements bilatéraux

Après avoir maintenu relativement la même position en 2019 et 2020 (légère hausse de 18%), la Suisse devient le 18^{ème} pays en termes d'investissements directs au Liban en 2021, perdant 2 places et réduisant ses investissements d'environ 59%.

Les principaux secteurs d'activités pour les entreprises suisses sont les industries variées dont les spécialités pharmaceutiques et les produits de luxe. La présence bancaire s'est atrophiée dernièrement. Il n'y a pas d'estimations sur le nombre de travailleurs employés par les entreprises suisses sur place. Il est certes clair que ceux-ci sont beaucoup moins nombreux qu'en 2020, suite à des restructurations dues à la conjoncture économique comme le confirment certaines entreprises. L'ambassade suisse n'a pas eu connaissance d'investissements prévus par des entreprises suisses sur place.

Les investissements directs libanais en Suisse concernent les secteurs de l'immobilier et des banques.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

Die Schweizer Botschaft in Beirut pflegt enge Beziehungen mit den Schweizer Firmen im Libanon. Sie bietet ihnen – wenn nötig – Hilfestellungen und die Möglichkeit zur Vernetzung

⁴¹ Dans [UNCTAD World Investment Report 2022](#), p. 232 et article [libnanews](#) du 14 juin 2022.

⁴² [articleInvestmentMonitor](#) du 14.06.2021, basé sur les données de la CNUCED.

⁴³ Vs. L'estimation de 6.6% dans le MPO de la BM - avril 2022.

an. Dies einerseits direkt und andererseits durch die Zusammenarbeit mit dem «Swiss Business Council – Lebanon» (SBC-L). Die Stv. Missionschefin und die Handelsattachée der Botschaft stehen in engem Kontakt mit dem SBC-L. Die Kontakte zu den Schweizer Unternehmen werden mittels Firmenbesuchen der Missionschefin, Arbeitstreffen mit CEOs, regelmässiger Businesslunches und gezielten Rundschreiben gepflegt. Bei wichtigen Besuchen lädt die Botschaft Vertreterinnen und Vertreter der Schweizer Wirtschaft ein, Teil der Delegation zu sein. Im 1. Halbjahr 2021 formierte sich der SBC-L Vorstand neu. Seither organisierte er, teilweise in Zusammenarbeit mit der Botschaft, gut besuchte Netzwerkevents zu aktuellen Wirtschaftsthemen.

Einige der Unternehmen leisten einen sehr geschätzten Beitrag an den Kulturfonds der Botschaft. Die regelmässig organisierten kulturellen Anlässe bieten den Schweizer Firmen dann wiederum eine Möglichkeit sich als Sponsoren zu präsentieren. Die Botschaft arbeitet ad-hoc auch mit Schweiz Tourismus, Präsenz Schweiz und «Switzerland Global Enterprise» zusammen.

6.2 Intérêt du Liban pour la Suisse

6.2.1 Tourisme, éducation, autres services

Die Präsenz einer grossen libanesischen Diaspora in der Schweiz und die französische Sprache erleichtern den Austausch zwischen den beiden Ländern in diversen Bereichen. Es gibt mehrmals wöchentlich Direktflüge zwischen Genf und Beirut und während der Hauptreisezeiten auch zwischen Zürich und Beirut.

Namentlich war die Schweiz bis anhin eine beliebte Feriendestination und Schweizer Hochschulen genossen einen exzellenten Ruf. Zwischen schweizerischen und libanesischen akademischen Institutionen bestehen zahlreiche Partnerschafts- und Kooperationsabkommen in Bereichen wie Ingenieurwesen, Hotellerie, Spitalwesen, Filmproduktion, Politikwissenschaft und Geschichte.

Der massive Wertzerfall der Lira auf dem Parallelmarkt verteuert jedoch die Schweiz sowohl für Studien- als auch für Ferienaufenthalte.

6.2.2 Investissements

Les investissements directs libanais en Suisse concernent principalement l'immobilier et le secteur bancaire. L'ambassade n'a pas connaissance d'un intérêt spécifique pour de nouveaux investissements libanais en Suisse.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

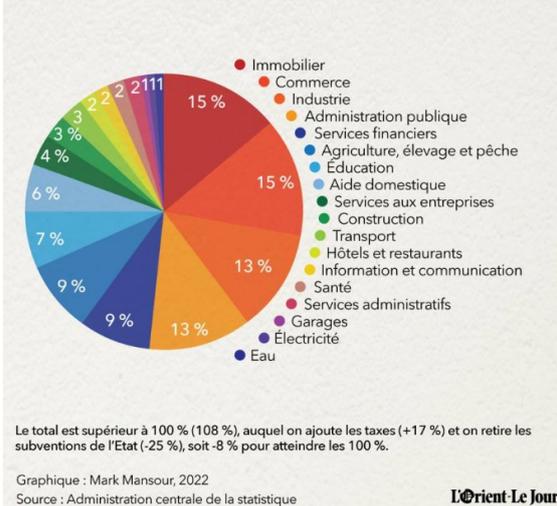
Structure de l'économie du Liban

	Année 2018	2023 ⁴⁴
Répartition du PIB		
Secteur primaire	4.4%	6.0%
Secteur manufacturier	12.0%	12.8%
Services	72.2%	78.6%
– dont services publics	-	-

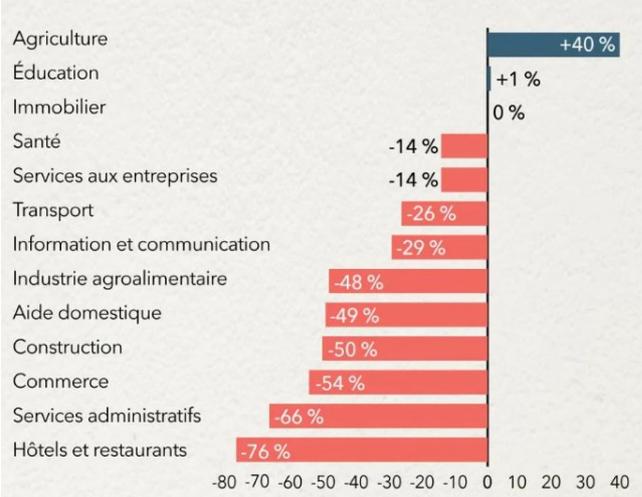
Répartition de l'emploi		
Secteur primaire	Pas de données disponibles	
Secteur manufacturier		
Services		
– dont services publics		

Sources : Les données sont prises du rapport de la BM page 19⁶. Autrement disponible également sur [Statista](#)

PART DES SECTEURS DANS LE PIB EN 2020



ÉVOLUTION RÉELLE DES SECTEURS EN 2020



⁴⁴ Projections – similaire à 2022

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du Liban

Rq. : En raison de la non disponibilité de données fiables, la banque mondiale ne fait même plus de prévisions au-delà de 2023. On a ainsi omis de mettre une colonne pour 2024 puisqu'elle sera vide.

	2021	2022	2023(p)
PIB (USD Mia) *	23*	21.6*	18*
PIB/habitant (USD)	4136.1*	3926.2*	3303.4*
Taux de croissance (% du PIB réel)	-7 *	-2.6*	-0.5*
Taux d'inflation (%)	154.8*	171.2*	165*
Taux de chômage (%)		29.6⁴⁵- 35⁴⁵	> 30⁴⁶
	23.3*	23.5*	23.3 *
Solde budgétaire (% du PIB)	1*	0.3*	-0.5*
Solde des transactions courantes (% du PIB)	-12.5*	-20.6*	-14*
Dette extérieure totale (% du PIB)	95.7*	147*	176.5*
Service de la dette (% des exportations)	-	-	-
Réserves (mois d'importations)	-	-	

* Source : indicateurs pris du [Macro-poverty outlook de la banque mondiale, avril 2023](#), se référant au WDI, MPO et aux données officielles (CAS : Central Administration for Statistics libanais) pour l'inflation

N.B La source principale de référence à savoir le site du FMI, que ce soit les statistiques du pays ([countrydata](#)) ou la base de données *World Economic Outlook* (avril 2023) [imf.profile/LBN](#) & [imf.weo](#), ne présente pas de données après 2020. Le dernier rapport pays, article IV consultation date du 17 octobre 2019, le jour du début de la crise. Un nouveau rapport de mission a été établi fin mars 2023. Sa publication, approuvée par les autorités libanaises, se fait attendre.

⁴⁵ A presque triplé depuis 2018 selon une étude conjointe publiée par le CAS et l'OIT, telle que relayée par AFP dans un article du 12 mai 2022. 30% de l'emploi selon cette étude appartient à l'économie informelle.

⁴⁶ Selon Kamal Hamdan, chercheur, économiste et directeur de l'Institut de consultation et de recherche (CRI) dans une entrevue avec [legal agenda 23.05.2023](#)

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du Liban

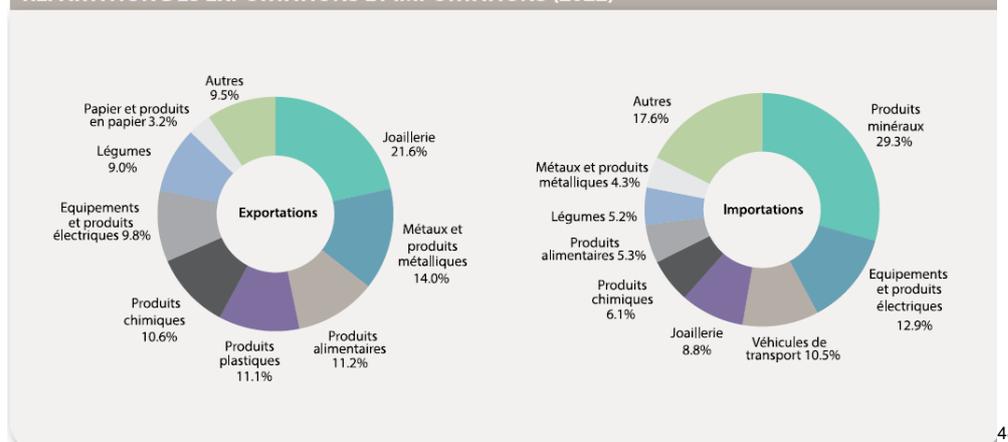
année : 2022

Perspective selon le Liban

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ⁴⁷	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. ¹⁰
1	Emirats Arabes Unis	747	21.4%	-13.5%	1	Chine	2675	14.0%	111.8%
2	Syrie	356	10.2%	291.2%	2	Türkiye	2419	12.7%	68.0%
3	Egypte	168	4.8%	-2.9%	3	Grèce	1820	9.6%	33.7%
4	Irak	160	4.6%	30.1%	4	Italie	1062	5.6%	69.9%
5	Suisse	156	4.5%	-63.3%	5	États-Unis	968	5.0%	-26.2%
						
					8	Suisse	631	3.3%	93.0
	UE	443	12.7%	-5.9%		UE	6,412	33.7%	28.2%
	Total	3,492	100 %	-10.2%		Total	19,053	100 %	39.7%

Source : L'Administration des douanes libanaises ([Lebanese Customs Administration](#)). Les chiffres, classés sous "commerce spécial", ont été utilisés puisqu'ils sont en conformité avec ceux de la BM.

RÉPARTITION DES EXPORTATIONS ET IMPORTATIONS (2022)



⁴⁷ Variation par rapport à l'année précédente en %

⁴⁸ Graphes détaillant la répartition de l'import-export dans le [rapport économique Liban, Bank Audi](#), 1^{er} trimestre 2023, p.6

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le Liban

	Export (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Import (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i>	Solde*** (en Mio.)	Volume**** (en Mio.)
2018	348.96	-10.4	76.11	-22.6	13.37	14.94
2019	340.20	-2.5	21.90	-71.2	9.81	11.45
2020	252.24	-25.9	29.62	35.2	3.78	5.36
2021	194.93	-22.7	35.89	21.2	4.23	6.16
2022 (Total 1)*	163.08	-16.3	8.34	-76.2	7.56	8.90
2023 (I-VI)**	-	-	-	-	-	-

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

**) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

***) Différence entre la quantité d'exportation et la quantité d'importation (en kg)

****) Somme de la quantité d'exportation et la quantité d'importation (en kg)

Exportations	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	31.47	42.45
2. Produits de l'industrie chimique et pharmaceutique	55.60	39.57
3. Textiles, vêtements, chaussures	4.50	5.82
4. Véhicules	0.97	2.70

Importations	2021 (% du total)	2022 (% du total)
1. Produits forestiers et agricoles, pêche	13.51	56.85
2. Instruments de précision, horlogerie et bijouterie	77.05	29.35
3. Textiles, vêtements, chaussures	0.76	5.44
4. Biens divers tels que les instruments de musique, l'ameublement, les jouets, les équipements sportifs, etc.	1.30	3.97

Source: Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières: Plateforme [Swiss-Impex](#) de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs au Liban année : 2021

Rang	Pays	Investissements directs (million USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (million USD)
1	Luxembourg	847	32.6%	- 3.8%	881
2	EAU	305	11.7%	- 1.3%	309
3	France	228	8.8%	2.7%	222
4	Jordanie	171	6.6%	18.8%	144
5	Iles vierges américaines	152	5.8%	- 43.9%	269
6	Lybie	143	5.5%	0%	143
7	Syrie	134	5.2%	25.2%	107
8	Bermudes	117	4.5%	3.5%	113
9	Egypte	111	4.3%	- 1.8%	113
10	Etats-Unis	94	3.6%	14.6%	82
18	Suisse	14	0.5%	- 58.8%	34
	Total	2599	100 %	- 8.9%	2853

N.B. : Il n'y a pas données sur les investissements de l'UE.

Source: [Coordinated Direct Investment Survey \(CDIS\)](#) du FMI. Tri pour les 20 premiers pays investisseurs (« Inward Top 20 »).